

Raymonde, après le buzz

Author : greg

Date : 24 juin 2015

Nous avons fait connaissance avec Raymonde Le Lepvrier le 16 décembre 2014, comme pas mal de monde. La veille, pendant la grève générale, elle avait fait son job de secrétaire régionale de la Setca Namur en fermant plusieurs magasins franchisés de la ville. Des journalistes de Sud Presse l'avaient suivie, filmée et mise au centre de leur petit storytelling anti-grève, offrant ainsi une réputation de syndicaliste en sacrifice au désormais sacro-saint « droit du travail » (une divinité dont le culte venait récemment d'être créé, notamment avec l'aide des principaux médias locaux...).

Du coup, Raymonde, d'emblée, on l'a trouvée sympa – et vu ce qui lui tombait sur la tête, on a vite compris que c'était un sentiment plutôt rare, même à gauche – où de nombreuses voix se sont tues et où on a parlé bien timidement de ce sujet.

Devant nos écrans, nous voyons une certaine partie de « l'opinion publique », bien boostée par les médias, partir en mode délire : une pétition demande son licenciement et des milliers de personnes la signent, les éditorialistes se déchaînent, on publie des lettres ouvertes écrites par des mabouls qui en appellent au devoir de mémoire du génocide du XXème siècle, des torrents d'insultes inondent les réseaux sociaux et les commentaires des articles mis en ligne sur les sites des grands quotidiens.

Alors, un peu comme des colibris qui survolent la forêt en feu, et puis surtout pour ne pas rester les bras croisés, on décide d'écrire une sorte de petit manifeste improvisé. On l'intitule « Comprendre Raymonde pour les nuls » et on le poste sur l'Entonnoir. Ce texte, nous le concluons par un appel à rejoindre la communauté de ceux qui veulent défendre la syndicaliste namuroise sans condition. Ça se passe sur Facebook, où nous venons de créer la page « Une médaille à Raymonde Le Lepvrier, working class hero », un titre en forme de proposition que nous motivons comme suit : « parce qu'elle peut fermer un magasin d'une seule main » (et oui, dans l'autre, elle tient son sac à main – si c'est pas la classe !).

Mais nous avons bien mal calculé le rapport de force médiatique. Dans la tourmente, le front commun syndical n'envoie aucun canadiar pour éteindre l'incendie. Peut-être ne faut-il pas y voir que la preuve d'un simple manque de volonté : il se pourrait bien que ce soit plus compliqué. Avec l'affaire Raymonde, les spin-doctors des forces anti-syndicales ont vraiment bien bossé. Ils ont réussi à fixer leur narration, déjà fortement consolidée par des mois de travail préparatoire : elle va littéralement proliférer d'elle-même, reprise par des milliers de profils sur les réseaux sociaux.

Ce genre d'attaque, ça ne peut pas se repousser sur le plateau de Mise au Point. Or, du côté syndical, il n'existe aucune armée de communicants capable de contrer un bad buzz aussi bien ficelé, surtout quand il atteint une telle ampleur. Le combat semble inégal, c'est à peine

s'il a lieu. Pourtant, l'enjeu est de taille, puisqu'il s'agit de retourner l'opinion publique contre un mouvement de grève, légitimé par une manifestation populaire monstre à Bruxelles, en novembre.

Bref, nous n'avons pas pris la mesure de l'ampleur du vide que nous nous retrouvions à combler, avec nos moyens, relativement petits. Dans cette bataille, stratégique, nous nous retrouvons trop vite en première ligne. Notre texte circule, 30.000 personnes le lisent en 48 heures. La page que nous avons créée sur Facebook atteint les 2000 « j'aime » dans le même laps de temps, une petite communauté voit le jour. Il y a beaucoup de témoignages de soutien à Raymonde, à notre démarche, et pas mal de haine aussi, qui viennent se cristalliser là. Ça discute, ça se dispute, il y a des questions, des coups de gueule et des trolls. Du débat !

Au milieu de centaines de message, celui de Thomas, le chargé de comm' de la Setca Namur, qui devait se sentir bien seul. Il nous remerciait d'avoir offert à Raymonde et son équipe « une solide bouée au milieu de la tempête ».

Voilà qui donne du sens à notre travail et nous honore !

Et puis, ça nous a fait penser aussi que, malgré ce que certaines mauvaises langues sous-entendaient dans leurs commentaires, nous ne connaissions personne au Setca Namur. Quand le calme serait revenu, il faudrait qu'on rencontre Raymonde et les siens, qu'on tente de comprendre ensemble ce qui s'est passé, ce que ça signifie, se demander si on peut éviter que ça se reproduise. Et puis qu'on fasse plus ample connaissance, tout simplement.



J'ai la fonction que j'ai, c'est vrai, mais mon identité, ma colonne vertébrale, ce n'est pas cette fonction, ce sont mes origines, et le fait que j'ai envie, au travers de ma fonction, de continuer à me battre. J'aime mieux cet aspect-là.

Raymonde Le Lepvrier

Comment en est-on arrivé là ? Est-ce que ta mésaventure de décembre n'est pas le signe que "les temps ont bien changé", qu'on est dans un moment politique où la droite capitalise sur une opinion publique, peut-être artificielle, pour rendre la vie très dure aux syndicats ?

Je crois que l'image du syndicalisme dépend de ce qu'il fera de l'après 15 décembre.

Je n'ai jamais pu penser, il est vrai, que j'allais déclencher le buzz pour une action que je qualifie de "bibliothèque rose". Depuis la nuit des temps, on sait qu'un magasin qui reste ouvert en tentant de faire son chiffre d'affaire sur le dos de ses concurrents qui ont fermé, c'est un truc à casser le droit de grève. Et je ne parle pas ici de petits indépendants, mais de chaînes de la grande distribution. Et c'est pour cela qu'on essaye que tous les magasins soient fermés. D'ailleurs, ce sont bien souvent les délégués des magasins en grève qui demandent que la même règle soit appliquée partout. Cette même demande vient aussi parfois des employeurs de ces magasins : durant la grève du 15 décembre, j'ai même reçu le soutien de certains d'entre eux, c'est pour le moins surprenant (rires).

Ce qui m'inquiète, par contre, dans ce que j'ai vu le 15, – et au delà de mon histoire personnelle –, c'est un clivage gauche-droite avec une droite "bien de chez droite" qui vient en disant : "Ce qui est sacré, c'est le travail, et le travail, c'est au-dessus de tout. Si on a pas notre travail, on est foutus." Ça tient sans doute aussi au fait qu'aujourd'hui, le chômage, c'est Alcatraz. C'est une prison dont on ne s'évade pas ! On est tellement en repli sur soi, à vouloir garder le peu qu'on a, qu'on n'en a plus rien à foutre des autres. C'est une des explications du peu de politisation dans les rangs des travailleurs, et ça, c'est particulièrement inquiétant.

En face, on a les mesures prises par le gouvernement. Et quand on entend Michel, Timmermans & compagnie, c'est toujours la même chose : ce sont ceux qui gagnent le plus qui disent à ceux qui gagnent le moins qu'ils gagnent trop !

Alors oui, et mis à part les quelques "irréductibles du 16ème arrondissement", je suis effarée que ceux qui se sont déchaînés sur moi et sur la grève du 15 décembre ne se rendent pas compte que la grève, dans le secteur du commerce en tout cas, que je connais bien, est le dernière arme qui nous reste. Une arme qui pèse parce qu'elle se paie cash au niveau des chiffres d'affaire. Maintenant, je renvoie la question aux instances syndicales : comment va-t-on faire, dans des secteurs comme ceux de la finance par exemple, où il y a des bornes satellites et du télétravail ? Là, la grève apparaît clairement comme un outil dépassé... Mais il faut encore qu'on se mette autour d'une table pour en trouver d'autres.

Je suis affolée de constater à quel point, politiquement, on n'en est plus nulle part. On ne se rend pas compte qu'avec ce gouvernement et la FEB, ce sont toujours les mêmes qui trinquent. Je ne sais pas comment le dire autrement. Et d'ailleurs, dès 2014, avec le Setca-Namur, on avait sorti toute une série de graphiques sérieux venant de la Banque Nationale pour montrer que, chiffres à l'appui, effectivement, c'est toujours chez les mêmes qu'on va chercher.

Un exemple ? Les employeurs reçoivent plus de subsides que ce que nous coûte l'ensemble des allocations de chômage en Belgique. Les chiffres le montrent : on est dans une guerre

idéologique gauche/droite. Et qu'on arrête de penser que parce qu'on jette trois pulls et quatre gilets, on est des terroristes ! Le terrorisme, en ce moment, c'est Luxleaks, Swissleaks, Timmermans et sa clique... Je suis épouvantée qu'on ne puisse même plus comprendre ça !

Pourquoi as-tu été "lâchée" alors que, en définitive, toute cette histoire pourrait se résumer au jet de quelques vêtements par terre ? La Setca a fait un communiqué trois jours après les événements. Ce n'est pas un peu long ?

Bon, trois jours, c'est peut-être long pour avoir un communiqué du Setca-Namur, mais franchement, on a été démunis. Par contre, le communiqué du Setca Fédéral ne m'a pas soutenu... enfin, il s'est arrangé pour faire du "ni, ni". Avec les réactions virulentes et violentes qui lui sont arrivées (et je pense tout particulièrement au nord du pays), le Setca Fédéral a dû se dire "faisons le gros dos et attendons que ça passe".

Au niveau du Setca-Namur, il faut savoir qu'on a essayé de faire en sorte qu'il y ait autre chose dans ce communiqué au fédéral, mais on a eu une fin de non-recevoir. Nous, pendant ce temps, on essayait de survivre, parce qu'ici, on avait dû débrancher certains téléphones ! C'était l'enfer : tous les membres du personnel recevaient des insultes. Des choses comme : "Il faut que tu fasses licencier la grosse vache, la grosse truie..." Épouvantable ! Et il nous fallait réfléchir, nous poser, essayer de savoir ce que pensaient les affiliés et les délégués (parce qu'on n'est pas tout seuls, on représente ces personnes qui font que nous sommes où nous sommes)... On ne sait pas faire ça en deux jours.

J'ai aussi eu du soutien d'un peu partout à la FGTB de la part du Setca Mons, La Louvière et Liège notamment.

SAINTE RAYMONDE
TERRASSANT LE
GRAND CAPITAL



Et les médias, d'après toi, quel rôle ont-ils joué dans la perception par l'opinion publique des grèves de décembre ?

Que les médias ne soient pas pro-grève, je peux l'entendre. Mais qu'ils ne soient qu'anti-grève, ça, c'est quand-même un problème. Aussi bien à la télé qu'à la radio, mais aussi sur les réseaux sociaux... cette composante du problème n'existait pas il y a dix ans et là, on vient de se prendre les réseaux sociaux dans la figure. On ne s'était pas rendu compte que maintenant, tout le monde peut s'improviser journaliste, philosophe, débateur politique. Le défi de taille, c'est de relever le niveau sur ces réseaux sociaux. Et ça, ça passe aussi par l'école. Je ne suis pas en train de dire qu'il faudrait apprendre ce qu'est la FGTB et la CSC à l'école, mais au moins la citoyenneté et le sens du collectif.

Surtout le sens du collectif, d'ailleurs, parce que les réseaux sociaux renforcent l'individualisme de chacun, et je pense que des frustrés de tout poil peuvent se lâcher et penser qu'ils sont maîtres des débats. Et je dis ça avec beaucoup de respect, parce que ce sont souvent des gens qui doivent fermer leur gueule pendant huit heures devant un patron, et ils trouvent là un moyen de se défouler. Je ne parle pas à partir d'études sociologiques mais d'un constat que j'ai pu faire à travers mon expérience "malheureuse". Sans parler du manque de conscience politique. Et quand on voit ce qui se passe en France, chez Hollande, ou quand on regarde un Di Rupo, c'est une catastrophe pour lutter contre des idées de droite.

Dans l'organisation syndicale, on ne s'est jamais préoccupé des réseaux sociaux. Au niveau de la régionale, ici, on a un site internet et un compte Facebook, on fait passer certaines choses. Bon, moi, j'ai soixante ans, ce n'est pas quelque chose qui me parle tellement. Du coup, je ne m'imaginai pas que ça puisse déclencher une telle tornade – ni qu'on puisse comparer l'incident au 11 septembre ! On a quand même écrit à Erwin de Deyn, le boss du Setca Fédéral, qu'il sera "comme un évêque dans l'église qui protège des pédophiles" s'il ne me licencie pas,...

Comment peut-on raisonnablement penser qu'un réseau social va permettre de propager ce genre de "crapuleries" ?

Evidemment, j'ai le physique que j'ai : je ne suis pas Lara Croft ! Mais je suis passée de terroriste à vagin de truie à nazie. Je ne sais pas, faut quand même être malade de l'hémisphère pour faire des trucs comme cela, non ? J'ai vraiment été choquée de cette violence latente.

On a parfois l'impression que les idées de droite se propagent plus facilement que celles de gauche sur les réseaux sociaux : est-ce que ça témoignerait d'un travail qui aurait été fait par les uns et pas par les autres ?

C'est clair qu'à droite, on sait comment monter dans les trains. Nous, faut toujours qu'on attende dix fois qu'il passe avant de se dire qu'il y a peut-être bien eu un problème.

La droite a semé et a récolté. Pendant ce temps, nous, on en est toujours à faire des thérapies de groupe dans nos réunions syndicales. On tourne dans notre premier cercle d'influence, peut-être dans le deuxième, et on ne se rend pas compte du phénomène "réseau social".

Là, maintenant, j'espère qu'on va se rendre compte du problème, parce qu'il y a un souci d'éducation – même si je n'aime pas trop ce mot qui fait très "vous ne savez pas et nous on sait". Il manque d'endroits où on peut débattre sereinement et donner son avis sans forcément être tous d'accord. Parce que ça, c'est normal. Mais il n'y a pas de lieu de débat et le syndicat, à part exceptionnellement quelques délégations régionales, est absent des réseaux sociaux et ne touche qu'un public de délégués syndicaux qui lui est déjà acquis. D'autant que, plus généralement – et là je pense que je ne trahis personne en disant ça –, au niveau de la communication dans l'organisation syndicale, on n'est nulle part ! Et ça ne date pas du 15 décembre...

De ton point de vue, comment est-ce qu'on pourrait comprendre le moment que vivent actuellement les organisations syndicales ?

Il y a longtemps qu'on se dit qu'on n'est plus qu'une assurance tous risques pour les travailleurs quand ils ont un problème. Tout ce qui devrait faire un syndicat, à savoir un projet alternatif de société, on ne l'entend plus très fort à l'extérieur. On est devenu un syndicat de services. Et là, je ne suis pas dans le jugement, parce que moi aussi, je fais le pompier dans une série d'endroits quand il y a le feu, et ça me donne peu de temps pour penser à autre chose.

Et puis, le conflit social a changé. Entre aujourd'hui et quand j'ai pris mon poste, il y a seulement dix ans, le siège des décisions dans les entreprises a changé. Avant, on avait affaire au boss. Maintenant, on est face à des multinationales, le centre de décision s'est complètement déplacé, et quand on négocie en Belgique, on ne négocie plus avec le vrai boss. Deuxièmement, et c'est lié, avant, quand on avait des litiges et qu'on allait au tribunal, c'était avec un avocat. Aujourd'hui, les patrons arrivent pour des négociations avec des hordes d'avocats d'affaires ayant pignon sur rue. La discussion est extrêmement pointue, ça porte sur la moindre virgule. Avant, on était dans un rapport d'homme à homme. Aujourd'hui, on entre dans un rapport de force d'investissement de moyens en termes humains et juridiques.

On est donc extrêmement démunis par rapport à tout ce qu'implique le déplacement de centres de décision dans ce pays.

Il faudrait que le Syndicat prenne la parole quand il y a des trucs comme Swissleaks, pour que les gens comprennent (car cette compréhension pourrait être déterminante) ?

Ce n'est pas toujours évident de raconter les magouilles financières à une caissière de chez Carrefour. Il faut arriver à lui dire que du pognon, il y en a. Mais que quand on va en avoir besoin, c'est dans sa poche qu'on va venir le chercher. Il faut lui dire que pendant qu'elle paie ses impôts, Arcelor ou AB-Inbev paient 476 euros d'impôts alors qu'ils font des milliards de bénéfices. Il y a des lignes comme celles-là, simples, qui montrent que ce qui se passe n'est pas correct.

Moi, je suis plutôt pour une pédagogie au quotidien qui permette de pointer du doigt une vraie injustice. Le rôle des médias est important, mais celui de l'école, lui aussi, est primordial. Parce que ça reste un espace où tout le monde n'a pas les mêmes chances, c'est clair. Mais, en définitive, il y a plein d'endroits où on pourrait expliquer les choses de manière claire. Il s'agit de raconter : "Voilà ce qui se passe, est-ce que vous êtes d'accord avec ça ? Et voilà comment cela pourrait se passer autrement."